

Un éditeur pour le socialisme libertaire

Conférence de l'Anarchist studies network, Nottingham, août 2009

L'histoire d'un courant politique ne peut jamais se limiter à celle de ses organisations, ou à l'étude de sa doctrine, à moins qu'elles n'aient eu absolument aucune influence en dehors de lui-même. Mais il est difficile d'identifier un tel courant, s'il ne s'est doté d'aucune organisation permanente et n'a produit aucune doctrine structurée. C'est pourtant l'existence d'un tel courant que nous vous soumettons comme objet de recherche, en prenant pour fil conducteur l'activité d'un éditeur militant à partir des années 1930.

Le champ de recherche proposé ici est qu'à certains moments de l'histoire sociale contemporaine de la France, et sans doute ailleurs en Europe, est apparu dans le mouvement social un courant qui dépasse l'antagonisme historiquement figé entre les partisans du « socialisme d'État » et ceux du « socialisme sans État ». Ce courant n'a pas d'expression organisationnelle permanente ; il n'a pas de théoricien reconnu, il n'a pas donné naissance à une doctrine formalisée. La raison qu'on donnera à ces absences est que ce courant n'a surgi que dans des périodes de forte mobilisation, qu'il n'a eu alors que rarement le temps de se doter d'une expression politique propre, et que la théorisation de ce qu'il exprime ne peut être réalisée qu'a posteriori.

Ce courant, par commodité, nous l'appelons « socialisme libertaire ». Cette appellation n'a pas de légitimité historique ; elle est utilisée par Daniel Guérin comme titre du premier recueil de textes par lequel il appelle à la réconciliation de ceux qu'il appelle « frères jumeaux, frères ennemis ¹ » ; il utilisera ensuite les termes de « marxisme libertaire », puis de « communisme libertaire ». Mais à l'époque où serait apparu ce socialisme libertaire dont nous évoquons l'existence, le communisme libertaire est sans ambiguïté aucune l'objectif que se donnent la CNT et la FAI espagnoles, et il est essentiel de ne pas les confondre.

C'est à travers l'existence étonnamment durable d'une maison d'édition d'un type particulier, reposant pendant cinquante ans sur l'activité d'un homme, René Lefevre, mais lui ayant survécu, que nous prétendons l'aborder. Nous pensons que les caractéristiques de cette maison d'édition – les *Cahiers Spartacus* – en font en effet un outil pour révéler ce courant et le légitimer comme objet d'étude. Enumérons ces caractéristiques :

- il s'agit d'une maison d'édition militante, c'est-à-dire poursuivant des buts politiques précis
- il s'agit d'une maison d'édition sans but lucratif, et n'étant pas guidée par d'autres soucis que de publier les textes qu'il lui semble important de mettre à disposition du public qu'elle vise
- il s'agit d'une maison d'édition indépendante, dans ce sens qu'elle n'est pas soumise au contrôle d'une organisation politique
- enfin, il ne s'agit pas d'une maison d'édition vivant du mécénat : de ce fait, si elle n'est soumise à aucun critère de rentabilité et reste indépendante de toute organisation politique, elle ne peut vivre qu'autant qu'il se trouve des lecteurs pour acheter ses publications. On verra que ça n'a pas toujours été le cas.

*

* *

1. *Jeunesse du socialisme libertaire*, Marcel Rivière, Paris, 1959.

Le socialisme libertaire dont nous voulons parler n'apparaît comme courant politique qu'après la révolution d'Octobre. Il se définit en dégagant les leçons de la révolution de 1917 et de ses suites ; il est antistalinien d'une autre façon que le sont les anarchistes, les trotskystes ou même les communistes de conseil, dont l'expérience est d'ailleurs pratiquement inconnue en France aux époques dont nous parlons. Ses options politiques peuvent se résumer ainsi :

- L'évolution de la société ne peut être comprise qu'à travers l'analyse des luttes de classe ; les antagonismes de classes, les crises que subissent les classes dominées, ne pourront être éliminés que si celles-ci arrachent le pouvoir politique et économique aux classes dominantes pour l'exercer elles-mêmes.

- L'État capitaliste est l'instrument de la domination de ces classes dominantes ; en tant que tel, il doit être détruit ; mais la survivance des classes, les nécessités de l'organisation des activités sociales signifient que des institutions politiques resteront nécessaires à différents niveaux géographiques.

- La nation est le cadre d'exercice du pouvoir de la bourgeoisie, ce n'est pas celui qui permettra la construction du socialisme ; le socialisme libertaire est par essence internationaliste.

- Les partisans du socialisme libertaire savent que les syndicats sont devenus des institutions de la société capitaliste ; ils considèrent cependant que dans bien des cas la participation à l'action syndicale est le moyen premier qu'ont les travailleurs pour prendre part à l'action collective et mener la lutte de classe.

- Les partis sont nécessaires pour formuler analyses et propositions, se donner des moyens collectifs pour la formation et l'action ; mais aucun ne peut prétendre exercer seul le pouvoir :

« La dictature du prolétariat ne peut être exercée par un seul secteur du prolétariat, mais par tous les secteurs, sans exception. Aucun parti ouvrier, aucune centrale syndicale n'a le droit d'exercer aucune dictature.² »

Enfin, les socialistes libertaires ne font pas de la participation ou de la non-participation aux élections et de l'exercice des fonctions électives une question de principe. Mais l'arrivée et le maintien au gouvernement par le processus électoral d'une coalition de partis, quelle qu'elle soit, ne peuvent être des buts en eux-mêmes.

*

* *

Un militant éditeur

À la demande de son père, artisan maçon dans un village de Bretagne, René Lefevre devient lui aussi maçon. Cette vie rurale lui convient peu ; bien que n'ayant pas fait d'études secondaires, c'est un lecteur assidu et curieux. À 20 ans, devant effectuer son service militaire, il fait en sorte d'être affecté à Paris, où il arrive en 1922 et où il résidera – années de guerre exceptées – jusqu'à sa mort en 1988.

2. Andres Nin, dirigeant du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM), cité par René Lefevre dans sa présentation des textes d'André et Dori Prudhommeaux réunis sous le titre *Catalogne 1936-1937, Cahiers Spartacus* n°6, mars 1937.

Par ce qu'il en a appris, et malgré l'image repoussante qu'en donnent les conservateurs qui font l'opinion dans sa région d'origine, il est attiré par la Révolution russe et les réalisations de l'Union soviétique. Il lit le *Bulletin communiste* édité par Boris Souvarine, qui en rend compte mais qui ne dissimulera pas les débats qui commencent à déchirer le comité exécutif de l'Internationale, dont il est membre, et la direction du parti communiste soviétique. L'exclusion de Boris Souvarine du parti communiste français, dont il avait été un des fondateurs, et l'approfondissement par celui-ci de sa compréhension de la nature de classe du régime soviétique, vont contribuer à l'affermissement par René de ses propres conceptions politiques : s'appuyant sur les notions de classes et d'exploitation telles que Marx les a utilisées, Souvarine affirme dès la fin des années 1920 qu'une nouvelle classe dominante exploiteuse se constitue en Union soviétique par sa mainmise sur l'État. Il récuse en outre l'invention par les dirigeants soviétiques d'une doctrine léniniste ; enfin, il rejette ce qu'il perçoit chez Trotski – dont il avait défendu par principe le droit de défendre des positions différentes de celles de la majorité dans l'exécutif de l'Internationale – comme une volonté de reproduire les analyses et le comportement du PC soviétique.³ René participe épisodiquement au Cercle communiste Marx et Lénine créé par Boris Souvarine en 1926, regroupant membres oppositionnels ou exclus du PC. Ce Cercle devient en 1930 le Cercle communiste démocratique, qui se donne pour but de « *maintenir, prolonger et vivifier la tradition démocratique et révolutionnaire du marxisme* » et de « *rechercher activement les germes de renouvellement de la pensée et de l'action révolutionnaires.* » Sa déclaration d'intention précise encore : « *Avec Marx et Engels aussi, le Cercle s'affirme démocratique, entendant par là particulièrement restaurer contre les faux communistes qui la nient et les faux socialistes qui la dégradent une notion inséparable de l'idée révolutionnaire. Les communistes et les socialistes de l'école marxiste ont longtemps porté, en politique, le simple nom de "démocrates" avant d'appeler leur parti "social-démocratie". La critique marxiste de la réalisation du principe démocratique en régime capitaliste vise les contradictions de la pratique, non le principe même, et démontre l'impossibilité d'acquérir une vraie démocratie politique sans la baser sur l'égalité économique.*⁴ »

Jusqu'en 1928, René travaille comme artisan maçon ; puis, grâce aux cours par correspondance qu'il a suivis en Bretagne, il obtient une place de commis dans une entreprise de revêtements, ce qui lui libèrera du temps pour d'autres activités. Il adhère alors aux Amis de *Monde*, et en devient le secrétaire. Fondé en 1928 par Henri Barbusse, membre du parti communiste depuis 1923, *Monde*⁵ devait être « *un journal hebdomadaire de grande information littéraire, artistique, scientifique, économique et sociale donnant un tableau objectif de l'actualité* ». Mais sa création est l'expression d'un désaccord entre Henri Barbusse et l'Internationale communiste de la troisième période, celle où le social-démocrate, baptisé « social-fasciste », est devenu l'ennemi principal. En 1926, l'Internationale avait demandé à Henri Barbusse de créer une association internationale des écrivains révolutionnaires. À ce projet, qui n'aurait regroupé que des écrivains membres des partis communistes ou déjà proches d'eux, Barbusse oppose la création d'un « *foyer de publications* » – bien plus qu'un journal – pour aboutir à un « *groupement intellectuel universel* »⁶. Parmi les contributeurs de *Monde*, on trouvera donc, outre des auteurs communistes, y compris soviétiques, d'anciens communistes et même des socialistes, ce qui vaudra à *Monde* une condamnation lors du deuxième congrès des écrivains révolutionnaires qui se tient à Kharkov en novembre 1930. *Monde* y est accusé d'être « *un journal sans principes directeurs, qui dès le départ, avait pris une position anti-marxiste* », de se caractériser par « *le confusionnisme* », d'avoir pour collaborateurs « *des agents du trotskisme, des social-fascistes, des radicaux bourgeois, des pacifistes* », bref d'être hostile à l'idéologie prolétarienne. On notera que, déjà, en avril 1930, Pierre Naville, premier représentant officiel du trotskysme en France, avait qualifié *Monde* dans *Lutte de*

3. Sur Boris Souvarine, voir par exemple Jean-Louis Panné, *Boris Souvarine*, Robert Laffont, Paris, 1993.

4. Cercle communiste démocratique, *Déclaration et statuts*, Librairie du travail, Paris, 1931, cité par Critique sociale, *Les vies de Boris Souvarine*, www.critique-sociale.info, 2008.

5. Sur *Monde*, voir par exemple Bernard Frederick, *Confrontation entre Henri Barbusse et le Komintern*, Fondation Gabriel Péri, 2006, et Gessler Normand, *Henri Barbusse and his Monde (1928-1935)*, *Journal of Contemporary History*, 1976, 11.

6. L'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR), section française de l'Union internationale des écrivains révolutionnaires, sera finalement créée en 1933.

classes de « recueil de déchets de ce que les milieux politico-littéraires petits-bourgeois produisent de plus marécageux, de plus confus et en définitive de plus anti-prolétarien. »

Monde n'est donc pas une publication du parti communiste, même si Henri Barbusse ne saurait y tolérer des dénonciations du régime soviétique. Aux Amis de *Monde* est assigné un rôle ambitieux : non seulement de soutenir la diffusion du journal, mais d'y contribuer par des informations, des reportages. Quand, en 1930, René Lefevre en devient secrétaire, cette association informelle regroupe environ 800 membres ; Lucien Laurat⁷, qui fait partie de la rédaction de *Monde*, anime un groupe d'économie politique qui étudie en particulier *Le Capital*. Les Amis sont désireux que d'autres groupes, sur d'autres thèmes, soient créés, et René va s'y consacrer de toutes ses capacités. Toujours en quête pour lui-même de connaissances nouvelles, il est aussi passionné par la transmission des connaissances, par l'éducation populaire, qui seront toujours pour lui l'objectif véritable de ses éditions. Se mettent alors en place des groupes qui se consacrent aux études sociales, à l'histoire du mouvement ouvrier, à l'architecture, à l'espéranto, ainsi qu'un groupe de théâtre ; René organise également des séances de cinéma, des visites d'exposition.

Après deux ans de fonctionnement des groupes d'études, leurs membres voulurent publier de façon régulière le résultat de leurs travaux ; René en fut chargé. Il proposa *Spartacus* pour titre de cette nouvelle publication ; ce fut *Masses* qui fut retenu, en référence au *New Masses* américain.

L'orientation initiale de *Masses* ne pouvait pas être très différente de celle de *Monde* et la déclaration d'intention figurant dans le premier numéro, daté de janvier 1933, affirmait en particulier :

« Une culture révolutionnaire s'oppose à la culture bourgeoise. Dans le grand combat, cette culture est une arme. » Et aussi : « Nous défendrons, contre les calomnies bourgeoises, l'effort fait par l'URSS pour édifier une société sans classes, en opposant la vérité au mensonge. »

Les événements vont modifier en partie le projet éditorial de *Masses*. Ce premier numéro comprend bien des articles sur l'architecture, la sociologie, le théâtre, et des textes sur l'unité ouvrière. Le deuxième numéro publie en outre un récit de Rustico⁸ dans lequel il rend compte des actions et de l'état d'esprit des militants communistes de Berlin qu'il a rejoints en octobre 1932, persuadé de l'imminence en Allemagne d'un affrontement décisif entre la réaction et les masses révolutionnaires. Le troisième numéro, daté de mars 1933, rend hommage à Karl Marx pour le cinquantième anniversaire de sa mort avec, en particulier, le début d'un exposé de la thèse centrale de *l'Accumulation du capital* de Rosa Luxemburg. *Masses* est une publication mensuelle de vingt pages, de format moyen, à la mise en page plutôt aérée, avec quelques illustrations, un soin particulier étant apporté à celle de la couverture.

Les rédacteurs de *Masses* sont pour l'essentiel de jeunes membres des groupes d'études. Mais un infléchissement va rapidement intervenir dans la composition de la rédaction : en mai 1933, *Masses* fait état d'une communication du Cercle communiste démocratique annonçant que Victor Serge, qui vivait en Union soviétique depuis 1919, avait été arrêté. Il faisait partie des écrivains qui

7. Otto Maschl (1898-1973). Communiste autrichien, il est correspondant à Berlin de *l'Humanité* de 1921 à 1923 à la demande de Boris Souvarine, puis jusqu'en 1927 professeur d'économie à Moscou pour l'Internationale, avec laquelle il rompt.

8. Hippolyte Etchebehere (1900-1936), militant révolutionnaire argentin, exclu du parti communiste en 1925 pour son soutien à l'Opposition de gauche. Responsable d'une colonne de miliciens du POUM, il meurt en août 1936 en combattant les franquistes. Son témoignage sur la prise du pouvoir par les nazis reste disponible (*1933 : la tragédie du prolétariat allemand*, Spartacus, Paris, 2003).

soutenaient *Monde*. En juillet, *Masses* publie une lettre de Victor Serge où il expose les principes de son opposition au régime. René Lefeuvre demande : « *Que les sources autorisées fassent connaître au prolétariat d'occident les raisons qui ont valu à Victor Serge le châtement qu'il subit et pourquoi on lui refuse depuis des années le passeport qui lui est nécessaire pour sortir de Russie.* » Ces propos sont des plus modérés, si on les compare par exemple à ceux du Cercle communiste démocratique. Dans le même numéro paraît un nouveau récit de Rustico, sur ces mois de janvier à mars 1933 qui ont débouché à Berlin sur la victoire des nazis, la mise hors-la-loi du parti communiste et la répression de ses militants. *Masses* ne publie pas les lettres de Rustico dans lesquelles il met en cause les directions du PC et de l'Internationale ; c'en est tout de même trop pour les rédacteurs membres du parti communiste. Dans un communiqué publié par l'*Humanité*, ils mettent en cause les prises de position en faveur de Victor Serge, publiées, selon leurs dires, contre l'avis de la rédaction, et la « *polémique relative aux évènements d'Allemagne* » et avertissent les lecteurs « *que la revue Masses est destinée à devenir un instrument entre les mains des contre-révolutionnaires.* » Ils devront alors quitter la rédaction.

Dans les numéros suivants, de nouvelles signatures apparaissent ; ce sont celles de militants issus des oppositions de gauche du parti communiste, dont certains, comme Marcel Body⁹, ont une expérience importante. Ainsi, *Masses* ayant lancé une enquête sur le fascisme allemand, Kurt Landau y apporte son point de vue, comme le font un représentant du SAP, et un autre des groupes communistes ouvriers allemands, issus des organisations communistes de conseils. *Masses* devient beaucoup moins l'expression des groupes d'études et davantage celle de militants qui cherchent des réponses aux défis de l'heure. L'actualité, y compris les débats au sein de la SFIO, et la réflexion théorique y prennent une place prépondérante. En janvier 1934 – 15^e anniversaire – *Masses* publie le dernier article de Rosa Luxemburg et le dernier discours de Karl Liebknecht. En mai 1934, comme elle l'avait fait sur le thème du fascisme allemand, la rédaction lance une enquête sur celui de la dictature du prolétariat et de la démocratie, en livrant à la réflexion un extrait de *La Révolution russe* de Rosa Luxemburg. La contribution d'Amilcare Rossi¹⁰ paraît dans le numéro suivant, le 18^e, en juin 1934. Mais les autres contributions ne seront pas publiées : dans le numéro 19, qui sera le dernier, il est annoncé qu'elles feront l'objet d'un numéro spécial qui n'a jamais vu le jour.

Si René Lefeuvre a été contraint d'arrêter la parution de *Masses*, c'est parce qu'ayant perdu son emploi de commis, il n'a plus les moyens d'en payer les frais. Les Amis de *Monde* ont été affectés par la rupture entre communistes et opposants ; *Monde* lui-même, malgré deux premières années fastes, connaît des difficultés financières. De plus, René a trouvé un nouvel environnement militant : avec d'autres rédacteurs de *Masses*, il a adhéré au parti socialiste en août 1934.

Il est à première vue surprenant que des militants révolutionnaires, se réclamant du marxisme, rejoignent un tel parti, dont l'implantation ouvrière n'est significative que dans quelques régions, et préoccupé principalement par les élections. Mais la SFIO a connu quelques secousses importantes au cours des mois précédents : elle a renoncé à l'alliance avec le parti radical, qui participe à un gouvernement d'Union nationale ; son aile droite a été exclue, mais le débat sur la planification qu'elle a contribué à introduire dans le parti amène celui-ci à débattre d'un programme d'action. De

9. 1894-1984. Typographe, il se passionne pour la lecture et apprend le russe ; il fait partie pendant la première guerre mondiale de la mission militaire française en Russie. En 1918, il refuse de participer aux opérations militaires contre les révolutionnaires russes et se joint au Groupe communiste français à Moscou. Il travaille plusieurs années pour l'Internationale puis, opposé au régime, revient en France en 1927 et après une année d'opposition à l'intérieur du parti communiste, il fonde à Limoges une Union des travailleurs révolutionnaires

10. Angelo Tasca, l'un des fondateurs du parti communiste italien. Membre de l'exécutif de l'Internationale communiste en 1929, puis exclu. Il était membre du comité de rédaction de *Monde*.

plus, le courant de gauche, la Bataille socialiste, dirigé par Jean Zyromski et Marceau Pivert, et favorable à l'unité d'action avec les communistes, a perdu son aile la plus pacifiste. En outre, se sentant engagé dans une course avec les fascistes, il s'est mis à développer de nouvelles formes d'organisation et d'action : mouvements de jeunesse, groupes d'auto-défense en uniforme, groupes d'intervention, renouvellement et diversification des formes de propagande. Enfin, Trotski a également ordonné à ses partisans français, les bolcheviks-léninistes, d'entrer à la SFIO, ce qu'ils font eux aussi en août 1934.

Mais ce sont les événements sanglants de février 1934 et leurs suites qui ont convaincu René et ses camarades de rejoindre l'organisation socialiste. Le 6 février, matin même de la manifestation antiparlementaire d'extrême-droite, Marcel Cachin écrivait dans l'*Humanité* : « *On ne peut pas lutter contre le fascisme sans lutter aussi contre la social-démocratie.* » Si, le 12 février, les militants de gauche s'étaient rejoints dans la grève et dans les manifestations, ce n'était pas grâce aux directions nationales des partis. La Bataille socialiste, elle, se déclare favorable à l'unité. En mai 1934, l'Internationale communiste change de politique, et prône le front unique avec les socialistes. Le 27 juillet, un pacte est signé entre les deux partis. Aimé Patri¹¹, dans le dernier numéro de *Masses*, se méprend peut-être sur les raisons de ce changement de cap de l'Internationale : « *C'est la classe ouvrière française qui spontanément et en manifestant par des actes ses aspirations unitaires a obligé l'I.C. aussi bien que la section française de l'I.O.S. à en tenir compte.* » Quoiqu'il en soit, pour les militants, c'est l'espoir d'une action enfin efficace, par l'unité réalisée à la base, dans des comités de vigilance.

En publiant *Masses*, René Lefevre avait été formé aux techniques de l'édition par les ouvriers de l'imprimerie, et il pourra désormais aussi gagner sa vie comme correcteur d'épreuves. En décembre 1934, avec des membres de la dernière équipe de *Masses*, il lance un hebdomadaire : *Spartacus*, pour la culture révolutionnaire et l'action de masse. Dans le premier numéro, il est précisé que *Masses* continue, mais uniquement sous forme de numéros spéciaux. Le premier de ces numéros – ce sera le seul – est une brochure sur la Commune de Berlin de 1918 – 1919 réalisée par André¹² et Dori Prudhommeaux, contenant pour l'essentiel le programme de la Ligue Spartacus et le discours sur ce programme de Rosa Luxemburg. Pour René, il est essentiel de faire connaître les écrits politiques de Rosa Luxemburg, très peu traduits et diffusés en France. Cette préoccupation apparaît nettement dans les articles de *Spartacus*.

André Prudhommeaux, qui a été brièvement membre du parti communiste, a fait partie en 1929 - 1930 des « Groupes ouvriers communistes », inspirés par le communisme de conseils allemand, en relation avec Karl Korsch et rejetant le léninisme. Il a enquêté en Allemagne, y est allé chercher des documents ; en 1930, sa Librairie ouvrière, à Paris, a publié en brochure la *Réponse à Lénine* rédigée par Herman Gorter en 1920 pour réfuter les tactiques que l'Internationale naissante imposait aux partis communistes occidentaux. En 1933, il est l'un des animateurs en France du comité de soutien à Marinus Van der Lubbe, l'incendiaire du Reichstag. L'effondrement du mouvement ouvrier allemand le fera s'éloigner des marxistes et devenir libertaire. À partir de 1936 il se consacrera à la défense de la révolution espagnole, en restant critique à l'égard de la participation de la CNT au gouvernement. Militant, éditeur et imprimeur (installé à Nîmes, il a fondé une

11. André Ariat (1904-1983). Enseignant, il avait été membre du parti communiste, puis de groupes d'opposition, du Cercle communiste Marx et Lénine et des premiers groupes trotskystes et dernièrement du groupe de la Gauche communiste, avec Alfred Rosmer et Kurt et Katia Landau.

12. 1902-1968. Il donne à *Masses* quelques articles sous le pseudonyme de Jean Cello. Il utilisera également celui d'André Prunier.

imprimerie coopérative), il fournira à René des textes, des conseils pour l'organisation de ses éditions et s'emportera parfois devant la lenteur de celui-ci à les mettre en pratique.

Spartacus ne tiendra pas le rythme hebdomadaire prévu ; en avril 1935, le huitième numéro reconnaît que *Spartacus* est au mieux un mensuel... Le dernier numéro, le dixième, paraît en septembre 1935 : il n'a que quatre pages et dénonce l'exclusion des trotskystes des Jeunesses socialistes, pour lesquelles il revendique l'autonomie par rapport à la direction de la SFIO.

En mai 1935, un traité d'assistance mutuelle est signé entre la France et l'Union soviétique. Staline « *comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France...* ». Le parti communiste s'aligne rapidement sur cette nouvelle orientation de l'Internationale, se réapproprie le drapeau tricolore et la Marseillaise. Le spectre d'une nouvelle Union sacrée qui, en 1914, a envoyé le peuple au massacre, resurgit.

Cette nouvelle situation politique aggrave les dissensions qui existent depuis longtemps au sein de la Bataille socialiste : sur l'unité avec le parti communiste, sur la défense nationale, sur les formes de l'action militante, Zyromski et Pivert représentent deux orientations distinctes. Pivert est contre une éventuelle réunification avec le parti communiste, il rejette la défense nationale en régime capitaliste. En octobre 1935, Marceau Pivert prend l'initiative de rassembler les courants de gauche de la SFIO : c'est la naissance de la Gauche révolutionnaire, qui se définit par des refus et une perspective – celle de la révolution socialiste – plus que par une doctrine, qui reste à préciser. Elle réunit divers petits groupes, dont celui des animateurs de *Spartacus*, des socialistes révolutionnaires, autrefois exclus de la SFIO parce que partisans de l'unité d'action avec le parti communiste, et des anciens de celui-ci. Surtout, elle attire les secteurs les plus jeunes, les plus combattifs, du Parti.

Cette nouvelle tendance de la SFIO va se doter d'un bulletin mensuel du même nom, *La gauche révolutionnaire* ; René Lefevre en est chargé ; il en tiendra aussi la rubrique syndicale, au moment même où la CGT se réunifie.

René a cherché à relancer *Masses* en remplaçant dans *La gauche révolutionnaire* les articles concernant la vie interne de l'organisation par des articles de doctrine ou d'histoire du mouvement ouvrier, mais cette formule a déplu à un certain nombre de militants. En 1934, il avait défini un programme de publication destiné à « *armer idéologiquement les masses prolétariennes et les préparer à la lutte sur tous les terrains* » : une revue comme *Masses*, paraissant plus fréquemment, rendant mieux compte des luttes quotidiennes et plus attrayante ; des brochures approfondissant les problèmes actuels ; des brochures d'histoire révolutionnaire. C'est au deuxième volet de ce programme qu'il va se consacrer. Non seulement il faut répondre aux nécessités de l'heure, mais la Librairie du travail¹³, l'éditeur qui, depuis vingt ans, est une référence, un point d'ancrage pour les révolutionnaires, est en grande difficulté ; elle cessera d'ailleurs son activité en 1937.

Les thèmes que vont aborder ces brochures, les *Cahiers Spartacus* dénommés « nouvelle série », sont effectivement brûlants : la réalité du régime soviétique, la perspective d'une nouvelle guerre, le soutien à apporter à la révolution espagnole.

Le premier *Cahier Spartacus*, paru en octobre 1936, s'intitule *16 fusillés*, avec pour sous-titre *Où va la révolution russe ?* Il contient des textes de Victor Serge, enfin libéré et rentré en France dans l'été ; le premier d'entre eux raconte le plus spectaculaire des procès de Moscou, qui a débouché sur l'exécution de Zinoviev, Kamenev, Smirnov et d'autres dirigeants bolcheviks. Ils sont suivis par deux textes s'élevant contre la politique de « non-intervention » en Espagne, et notamment contre le refus du gouvernement français de fournir des armes aux républicains espagnols. La brochure suivante, en novembre, offre, sous le titre *Union sacrée 1914 -193...* des extraits du premier volume du très important *Le mouvement ouvrier pendant la guerre* d'Alfred Rosmer qui vient de paraître à la Librairie du Travail. On y trouve aussi des textes sur l'unité syndicale et les collectivisations en

13. Voir Marie-Christine Bardouillet, *La Librairie du Travail*, François Maspero, Paris, 1977.

Espagne, tirés de *L'Espagne socialiste*, organe en français du POUM, dont la Gauche révolutionnaire se sent proche ; et aussi un commentaire sur la parution du *Staline, aperçu historique du bolchevisme*, de Boris Souvarine, et de *La révolution trahie* de Trotski. Le mois suivant, sous une couverture des *Cahiers Spartacus*, on trouve la brochure de Jean Prader¹⁴, *Au secours de l'Espagne socialiste*, également publiée par la Librairie du Travail. René Lefevre l'accompagne de l'autorisation de la publier donnée par Marceau Pivert, car Prader y critique l'attitude de la Gauche révolutionnaire, et aussi d'un cri d'alarme de Julian Gorkin du secrétariat international du POUM attirant l'attention sur les crimes que préparent les staliniens en Espagne. Cette brochure ne se contente pas de donner les arguments, et un point de vue, pour ou contre la politique de « non-intervention » ; elle aborde aussi la douloureuse question de l'attitude à adopter face à la guerre, question qui va miner les militants dans les années qui suivent.

La brochure suivante contient la première édition en français depuis 1922 de *La Révolution russe* de Rosa Luxemburg dans une nouvelle traduction de Marcel Ollivier¹⁵. Viendront ensuite le programme de la Gauche révolutionnaire et sa réponse à la menace de dissolution dont elle fait l'objet, puis, en mars 1937, les textes sur la Catalogne révolutionnaire publiés au même moment dans ses *Cahiers de Terre libre* par André Prudhommeaux. Elle comprend un premier texte d'André et Dori Prudhommeaux sur l'armement du peuple dans la révolution espagnole, et *Que sont la CNT et la FAI ?*, un texte rédigé par le groupe DAS de Barcelone dans le but de contrecarrer la propagande stalinienne dans le mouvement ouvrier. En juin, *Les Cahiers Spartacus* publient sous le titre *Le Guépéou en Espagne* le témoignage de Marcel Ollivier sur les journées de mai 1937 à Barcelone. Jusqu'en novembre 1938, René publiera ainsi quinze brochures.

Jusqu'alors, René Lefevre et ses camarades n'ont eu pratiquement aucun contact avec les anarchistes et leurs doctrines ; on rappellera que Rosa Luxemburg, dans ses écrits du début du siècle, n'avait pas de mots assez durs pour eux. René les trouvait difficiles à situer, leurs groupes étaient fermés. C'est la reconnaissance du rôle moteur joué dans les premiers mois de la révolution espagnole par les comités de la CNT et les nécessités de la solidarité révolutionnaire internationale qui amenèrent René à diffuser ces textes. En 1938, il publiera un autre *Cahier de Terre libre*, un recueil de textes de Camillo Berneri.

Les désaccords grandissants entre la majorité de la SFIO et la Gauche révolutionnaire aboutissent à la dissolution de celle-ci en avril 1937 ; René prend en charge le nouveau mensuel de la tendance, les *Cahiers rouges*. Au congrès de Royan, en juin 1938, les animateurs de la tendance se résolvent à la scission et fondent le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP). Pour René, et il n'est pas le seul, c'est un échec car le nouveau parti ne rassemble qu'une minorité de ceux qui soutenaient la Gauche révolutionnaire, dont l'influence allait croissant. Le PUP¹⁶ ayant rejoint la SFIO après les élections de 1936, c'est le PSOP qui est désormais l'organisation française du Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire, qui crée en septembre 1938 le Front ouvrier international contre la guerre, qui appelle au défaitisme révolutionnaire ; mais, comme Prader l'avait fait remarquer dans un numéro de *Spartacus*, cette position, prônée en son temps par Lénine, n'évite pas la guerre.

14. Édouard Labin (1910-1982). Membre des Jeunesses communistes, il en est exclu en 1930 ; Après un passage à la Ligue communiste, il rejoint le Cercle communiste démocratique. Il adhère à la SFIO en 1934.

15. Aaron Goldenberg (1896-1993). Il est délégué par les Jeunesses socialistes au II^e congrès de l'Internationale, et participe ensuite au IV^e congrès. Il travaille jusqu'en 1928 pour l'Institut Marx-Engels et l'Internationale, notamment avec D. Riazanov, B. Souvarine et V. Serge, et manifeste son opposition aux orientations et aux méthodes adoptées par cette dernière. Il s'éloigne ensuite du parti communiste.

16. Parti d'unité prolétarienne, formé en 1930 par l'union de plusieurs groupes d'exclus du parti communiste. Disposait dans certaines villes d'une implantation électorale non négligeable.

René Lefevre assure alors l'édition de l'hebdomadaire du PSOP, *Juin 36*. En janvier 1939, il lance une nouvelle génération de *Masses*, dont il publiera trois numéros.

Lors de la mobilisation, malgré une condamnation à six mois de prison pour les prises de position du PSOP, il est incorporé. Il sera fait prisonnier et passera cinq ans en Allemagne.

*

* *

Le piège de l'antisoviétisme

Quand il revient en France en juin 1945, le paysage politique et social a naturellement changé. Le PSOP a disparu dans la guerre sans laisser de traces. Depuis un an, le parti communiste participe au gouvernement, et il y restera jusqu'en 1947. Les organisations de la résistance qui invoquaient à divers titres la nécessité d'une « révolution », c'est-à-dire la construction d'une société rompant nettement avec la III^e république, sur la base de l'alliance populaire réalisée dans la résistance, doivent céder la place aux partis politiques. Ceux-ci n'ont qu'un objectif : renforcer au plus vite l'appareil d'État. Ainsi, par exemple, aucun appui ne sera apporté aux travailleurs qui ont de fait pris en charge leurs entreprises¹⁷.

Grâce à un ami, René trouve une place au secrétariat de rédaction du *Populaire*, le quotidien de la SFIO, puis aux Éditions de la Liberté. Dès janvier 1946, il relance ses propres publications : une revue, *Masses*, et les *Cahiers Spartacus*. Il a pu récupérer un stock des brochures publiées avant la guerre. En quatre ans, vont s'y ajouter une quarantaine de titres, de la brochure au livre de fort volume. Son objectif est clair : ne pas laisser au parti communiste et à ses satellites le monopole de l'expression de la pensée marxiste ; fournir des éléments de critique révolutionnaire de la Révolution russe, du régime soviétique et de la politique du parti communiste. Parmi les titres notables de cette période, on trouve des textes de Rosa Luxemburg (*Questions d'organisation de la social-démocratie russe*, publié avec d'autres textes sous le titre *Marxisme contre dictature, Réforme sociale ou révolution ?*, *Grève générale, parti et syndicats*), *Lénine et la révolution* d'Anton Ciliga (extraits de son *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, qui paraîtra deux ans plus tard), *L'Algérie dans l'impasse*, de Sylvain Wisner, qui veut attirer l'attention sur la crise à venir dans cette colonie, *La Commune de Cronstadt*, d'Ida Mett¹⁸, *L'URSS concentrationnaire* de Guy Vinatrel et des études historiques de Maurice Dommanget, dont, en 1950, un *Sylvain Maréchal*, fort de 500 pages, qui coûta si cher pour des ventes si faibles qu'il entraîna pratiquement à lui seul l'arrêt des éditions.

Masses se veut mensuelle, mais onze numéros seulement paraîtront jusqu'à son arrêt en mai 1948. Parmi ses rédacteurs, on trouve des anciens du premier *Masses*, de *Spartacus*, du PSOP, des syndicalistes révolutionnaires et des membres de la gauche du parti socialiste, dont Marceau Pivert ; elle reçoit des textes de l'étranger, et des contributions de Victor Serge, jusqu'à sa mort en 1947.

Sous le titre *Socialisme et liberté* (qui est aussi le sous-titre de la revue), l'éditorial du premier numéro rappelle qu'étatisme et nationalisme sont les ennemis du socialisme. Au troisième numéro,

17. Voir par exemple Robert Mencherini, *La libération et les entreprises sous gestion ouvrière. Marseille 1944-1948*. L'Harmattan, Paris, 1994.

18. Ida Gilman (1901-1973). Militante anarchiste russe, elle participa notamment à Paris aux travaux de la *Plate-forme*. En 1938, elle avait proposé sa *Commune de Cronstadt* au groupe de *La Révolution prolétarienne*, qui n'avait pas voulu la publier en raison de la description qu'elle y faisait du rôle de Trotski.

Masses devient l'organe du Mouvement international socialisme et liberté fondé par Marceau Pivert, dont la déclaration d'intention se réclame du socialisme libertaire et de l'internationalisme révolutionnaire. Mais ce mouvement n'a pas d'implantation sociale et disparaîtra rapidement.

René et ses camarades ressentent la nécessité de transmettre l'enseignement tiré des 30 dernières années, si chèrement payé. Mais à qui ? En 1946, à en juger par le nombre des adhérents des partis et des syndicats, la mobilisation est forte, même si les espoirs nés de la Libération se dissipent dans les terribles difficultés de la vie quotidienne, la pénurie, la hausse effroyable des prix, le début des guerres coloniales. Jamais les effectifs du parti communiste et du parti socialiste (ceux du second étant moitié moindres que ceux du premier) n'ont été aussi importants, et jamais plus ils ne le seront autant. Autre mesure de l'intérêt pour les questions sociales, *Le Libertaire*, l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste, tire à l'époque à 100 000 exemplaires. Mais la SFIO fait partie de la coalition gouvernementale, elle la dirigera même plusieurs fois en 1946 et 1947; il n'existe pas en son sein de tendance comparable à ce qu'a été la Gauche révolutionnaire ; ses adhérents ne sont pas pour la plupart réceptifs à un courant qui revendique une toute autre orientation que celle du Parti, même s'il les conforte dans leur hostilité au parti communiste. La SFIO est bientôt prise en tenaille entre celui-ci, alors électoralement et socialement le plus puissant de France, et un parti gaulliste, le RPF, vu comme une menace pour la république parlementaire. L'opposition entre l'Union soviétique et l'alliance anglo-américaine va être au centre du débat politique, et avec elle le parti communiste, dont l'objectif premier est d' « éviter une coalition occidentale qui romprait l'équilibre des forces au détriment de l'URSS¹⁹ » ; c'est lui qui va en fixer les termes pour les années à venir : d'un côté, le sien, le camp du socialisme et du progrès, la classe ouvrière, la paix ; de l'autre, celui de tous les autres, dont bien sûr la SFIO, l'impérialisme, la bourgeoisie, la guerre.

Ceux qui, entre ces deux pôles, cherchent à faire progresser une troisième voie, peinent d'autant plus à se faire entendre que « troisième voie » rappelle « troisième force », la coalition centriste à laquelle participe la SFIO. L'expérience est pourtant tentée.

En novembre 1947, des intellectuels connus, dont Jean-Paul Sartre, Albert Camus, David Rousset ont signé avec Marceau Pivert et quelques députés socialistes un Appel pour une Europe socialiste et neutre. David Rousset poursuit la réflexion dans ce sens et, fin février 1948, avec Sartre, des journalistes, quelques députés socialistes de gauche et des militants syndicaux, il lança un appel pour un Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR). Il s'agissait de dépasser l'affrontement entre la SFIO, dévouée gestionnaire du capitalisme, et le parti communiste, émanation de la politique soviétique. Le RDR n'est pas un parti ; Rousset en donne les raisons : « C'est seulement dans l'existence et la pratique d'une lutte commune que les solutions théoriques nécessaires se trouveront... Le rassemblement... exprime un accord sur des objectifs plus limités, plus immédiats, correspondant plus directement à la situation présente, dans ce qu'elle a d'urgent et de limité.²⁰ » ; il est également conscient que le RDR n'est pas ancré dans le mouvement ouvrier : « Un parti, c'est aussi l'expression d'une classe sociale... Nous voulons rassembler, aux côtés de la classe ouvrière, les éléments des classes moyennes que la situation économique et sociale d'aujourd'hui amène à se mobiliser dans la lutte.²¹ »

Dans le premier numéro de *La Gauche*, le bimensuel du RDR, Sartre lance un appel « au rassemblement des hommes de ce pays, comme consommateurs et comme producteurs, au sein de

19. Gilles Martinet, *Partis et mouvements dans la France nouvelle*, Questions d'aujourd'hui n°35, Editions du Chêne, Paris, 1945.

20. David Rousset, « Autour du Rassemblement démocratique révolutionnaire », in *Les Temps modernes* n°36, Paris, 1948.

21. *Ibid.*

comités de quartiers, de comités de villages, de comités d'usines...où ils prendront conscience ensemble de leur humanisme démocratique et révolutionnaire...Le premier but du Rassemblement démocratique révolutionnaire, c'est de lier les revendications révolutionnaires à l'idée de liberté. » Cet objectif de constitution de « soviets » « à froid » dans les entreprises, sur les lieux de consommation et dans les campagnes est repris dans le programme du RDR, ainsi que ceux d'une fédération démocratique révolutionnaire des peuples et d'une lutte constructive contre le Plan Marshall.

Le RDR attire des socialistes de gauche, comme Jean Rous, Léon Boutbien, qui ont collaboré à *Masses*. Ceux-ci sont qualifiés d'« *agents staliniens* » par Jules Moch, ministre socialiste de l'Intérieur, vieil adversaire de la gauche du parti, qui, à la même époque, organise la répression effroyable de la grève des mineurs du Nord. Pour le parti communiste, le RDR est « *le RPF camouflé en parti de gauche* », « *une annexe de la SFIO* ». Pour *La Vérité*, l'organe du Parti communiste internationaliste (trotskyste), il est « *une entreprise de confusion* ».

Au bout d'un an d'existence, le RDR a constitué des groupes actifs à travers la France, rassemblant un peu moins de deux mille adhérents ; l'un de ces groupes, dans la Manche, édite un organe appelé *Combat prolétarien*. Le RDR a en effet attiré des syndicalistes qui militent pour la réunification syndicale « sur une base démocratique ». Mais ses principales manifestations sont de grandes réunions pour promouvoir cette Europe indépendante des deux impérialismes pour laquelle il a été créé. Le 30 avril 1949, il organise une Journée internationale de résistance à la guerre et à la dictature, qui apparaît comme une réponse au Congrès mondial des partisans de la paix qui vient de se tenir à Paris. Les soutiens que le RDR a reçus de la SFIO et de la CGT-FO sont trop apparents, le contenu des interventions trop discutables pour qu'il y trouve un nouvel élan. La géopolitique permet rarement à elle seule à un mouvement de s'enraciner dans les classes exploitées. Sartre, de son côté, s'est désolidarisé du RDR, le jugeant anti-communiste.

La dénonciation des réalités du régime soviétique, même lorsqu'elle reçoit une large publicité comme ce sera le cas en 1949 et en 1950 à l'occasion des procès Kravchenko et Rousset, ne semble pas avoir une grande influence sur l'évolution politique des militants en milieu ouvrier, quand ceux-ci n'ont pas subi eux-mêmes les conséquences de la politique du parti communiste. C'est le cas de cette génération dont la guerre et la Résistance ont affaibli les liens avec les forces conservatrices.

L'histoire du Mouvement de libération du peuple en est une illustration.

La Ligue ouvrière chrétienne est un mouvement d'entraide familiale parrainé par l'église catholique. Elle devient en 1941 le Mouvement populaire des familles (MPF)²². En 1946, il compte environ 150 000 adhérents ; son hebdomadaire, *Monde ouvrier*, tire jusqu'à 200 000 exemplaires. L'institutionnalisation de l'aide sociale va modifier son rôle, en faire un gestionnaire de services collectifs. Bon nombre de ses militants veulent contribuer de façon plus décisive à l'amélioration radicale de la vie ouvrière. La référence à la foi s'estompe. En 1948, ils s'engagent activement dans les actions de solidarité en faveur des mineurs en grève ; ils sont aux côtés du parti communiste dans la campagne contre le plan Marshall.

En 1949, le MPF engage une réflexion sur l'action proprement politique et, en conséquence, s'ouvre à des techniciens et des ingénieurs qui ont du mal à trouver leur place dans les syndicats. Percevant cette évolution, la hiérarchie catholique lui retire le statut d'« action catholique ouvrière ».

22. Pour la transformation du Mouvement populaire des familles en Mouvement de libération du peuple, on pourra consulter les *Cahiers du GRMF* (Groupement de recherche sur les mouvements familiaux), particulièrement le n° 9 de 1995.

En 1950, le MPF, pour officialiser ses nouvelles orientations, prend le nom de Mouvement de libération du peuple (MLP). Dès l'année suivante, le Mouvement se scinde à peu près en deux, une partie de ses membres considérant leur rôle comme celui d'un mouvement d'éducation populaire (elle forme le Mouvement de libération ouvrière), tandis que la majorité du MLP veut constituer une « force politique organisée », sur les bases suivantes :

« 1. Le but final du Mouvement est l'épanouissement total de l'Homme par une promotion collective de l'Homme basée sur le sens de l'Histoire.

2. Pour arriver à ce but, deux moyens : chute du régime capitaliste, création d'une société sans classes.

3. Nous contribuerons à la chute du régime capitaliste par la lutte des classes.

4. Pour arriver à cette société sans classes, il y aura une révolution ouvrière, et le Mouvement doit l'animer.

5. Dans la période actuelle de résistance ouvrière, le mouvement, tout en restant lui-même, doit travailler avec toutes les forces ouvrières qui veulent faire une révolution authentique, y compris les organisations communistes, même si elles sont seules. »

Compte tenu de l'âpreté des conflits sociaux, les membres du MLP sont alors convaincus qu'une situation révolutionnaire peut survenir de façon imminente ; la manifestation de l'anticommunisme (de l'hostilité au parti communiste et à l'Union soviétique) est, pour lui, anti-ouvrière. L'amélioration de la situation économique au début des années 1950 va éloigner cette perspective et, en 1953, certains de ses militants le quittent pour retourner à l'action familiale, syndicale, culturelle et sociale qui était celle du MPF ; d'autres, considérant qu'il n'y a qu'un parti de la classe ouvrière, le parti communiste, quitteront le MLP parce qu'il voudra affirmer une ligne politique propre, sans toutefois prétendre être un parti.

Le MLP s'ouvre alors aux jeunes et aux étudiants, il s'engage dans la lutte anticoloniale. Comme pour nombre d'autres organisations se réclamant de la révolution socialiste, la guerre d'Algérie va être l'occasion d'un engagement militant fort : le MLP, comme la Fédération communiste libertaire, comme les groupes trotskystes, comme les socialistes anticolonialistes, va s'engager concrètement aux côtés des nationalistes algériens. Cet engagement, puis la dénonciation de l'intervention soviétique en Hongrie en 1956, l'éloigneront du parti communiste. En 1957, le MLP fusionne avec une partie de l'Union progressiste, regroupement du parti socialiste unitaire et de mouvements chrétiens progressistes, jusqu'alors très proche du parti communiste, ainsi qu'avec la Tendance socialiste révolutionnaire, issue du trotskysme, pour former l'Union de la gauche socialiste (UGS). En 1960, l'UGS sera avec le PSA, scission anticolonialiste de la SFIO, l'un des constituants essentiels du Parti socialiste unifié (PSU).

*

* *

Le dernier âge d'or ?

Après 1950, René Lefeuve ne va pratiquement plus publier jusqu'à la fin des années 1960. Il a quitté la SFIO, qui s'achemine vers sa disparition. Il a conservé les stocks parfois considérables des revues et livres invendus. En 1968, René, désormais retraité, épaulé par le petit groupe qui tient à Paris la librairie de la Vieille taupe et qui diffuse les textes des courants révolutionnaires marxistes non léninistes, va relancer ses éditions. Le premier *Cahier* de cette nouvelle période, *Le paysan*

dans la révolution russe, d'Ida Mett, est publié en 1968. Dans les dix ans qui suivent, il va ajouter une cinquantaine de titres au catalogue des *Cahiers Spartacus*, sans compter les rééditions des titres déjà existants. De 1975 à 1979, il publiera également quinze numéros d'une revue, *Spartacus*, sous-titrée « Socialisme et liberté » : la continuité du projet éditorial est claire.

La période qui suit mai 1968 est extrêmement riche en éditions du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Les idées, les courants des révolutions passées suscitent un intérêt important dans de nombreuses couches de la population. Tous les éditeurs commerciaux créent des collections pour répondre à cette demande nouvelle. On voit aussi apparaître des éditeurs militants, non lucratifs, parfois éphémères, préoccupés uniquement de mettre à disposition, le plus rapidement possible, des textes qu'ils jugent essentiels pour contribuer au débat : en 1969, par exemple, Bélibaste publie, entre autres, *La makhnovchtchina* d'Archinov, les *Lettres de prison* de Rosa Luxemburg, un recueil de documents de la Commune de Cronstadt ; Champ libre publie le rapport de Khrouchtchev au XX^e congrès du parti communiste d'Union soviétique, suivi du *Testament* de Lénine. Aux *Cahiers Spartacus*, on trouve les principaux textes politiques de Rosa Luxemburg, à l'exception de *La crise de la social-démocratie*. Cette année-là, les *Cahiers Spartacus* diffusent à nouveau la *Réponse à Lénine* d'Herman Gorter et publient, entre autres, les *Souvenirs sur Rosa Luxemburg* (Das Gedenkbuch) de Luise Kautsky. Ils rééditent *Les trois sources du marxisme* de Karl Kautsky, accompagnées d'une critique par les camarades de la librairie de la théorie léninienne de la conscience de classe. Cette floraison de publications au sujet de la révolution et des révolutionnaires va s'amplifier dans les années qui suivent.

Mais, dans le même temps, ce sont les groupes se réclamant du léninisme qui paraissent recueillir le plus d'adhésions nouvelles, à commencer par le parti communiste ; les différents groupes trotskystes, d'autres se référant au maoïsme, gagnent en visibilité et en influence, en particulier chez les jeunes. Pour René Lefevre, comme vingt ans plus tôt, il s'agit de faire connaître non seulement la pensée, diverse, des courants non-léninistes historiques du socialisme, mais aussi d'apporter des points de vue sur les événements contemporains s'inscrivant dans la continuité de ces courants. Sa force, ce sera de réunir autour de ce projet des petits groupes, des individus de toutes les générations qui acceptent la pluralité des points de vue, des expériences, qui ont compris que le sectarisme est souvent le produit d'une pensée qui ne se confronte plus à la pratique. Les événements de Pologne, le développement du capitalisme en Chine, la révolution portugaise de 1974, des réflexions de collectifs sur la pratique syndicale ou les voies de l'abolition du salariat alimenteront le catalogue au même titre que des études historiques ou des textes de Karl Marx, de Max Stirner, ou d'Anton Pannekoek.

Une fois encore, à qui s'adressent ces publications ? L'intérêt suscité par le renouveau de l'idée de révolution explique qu'on achète ces textes en bien plus grand nombre, sans que leurs lecteurs ne soient tous, à un titre ou à un autre, des militants. Par leur orientation singulière, les *Cahiers Spartacus* sont d'ailleurs confrontés à un phénomène particulier : pour les anarchistes, il n'est en général pas question de s'intéresser à des textes « marxistes » et peu d'entre eux reconnaissent à l'époque les *Cahiers* comme « libertaires ». Pour les courants trotskystes, les *Cahiers* sont source de « confusionnisme ». Leurs militants avertis savent que le « Vieux » a qualifié autrefois le PSOP de parti « centriste » et que René Lefevre a appartenu après-guerre à la SFIO.

Mais les militants qui viennent proposer leur aide ou leurs textes à René dans cette période sentent bien que le courant qu'il exprime à travers ses éditions ne peut pas être limité à un éventuel mouvement « conseilliste » qui n'a jamais eu d'influence sur le mouvement social en France. Il serait inconcevable que la mobilisation en 1968 de vastes secteurs de la population française, en particulier de couches sociales nouvelles, sous des formes originales, ne débouche pas sur de nouveaux projets politiques ; c'est aux militants qui vont y contribuer, quels qu'ils soient, qu'il faut

fournir tous les outils possibles pour éviter les pièges que leur tendent ceux qui aspirent avant tout à l'exercice du pouvoir.

C'est ce qu'exprime Alain Guillermin²³ en 1974 dans sa préface à la brochure *Marxisme contre dictature* de Rosa Luxemburg : « ...le grand parti ouvrier qui pourrait naître de la fusion du PS, du PSU, du CLAS²⁴ et des militants de la CFDT ne peut se constituer – disons le clairement – qu'en étant "luxembourgeois". Sans théorie autonome il ne pourra être soit qu'un parti réformiste et conservateur...soit encore qu'un appendice idéologique et pratique du PCF...Les camarades qui œuvrent à cette fusion...sont bien conscients du danger. Ils croient pouvoir y remédier en mettant en avant le mot d'ordre enthousiasmant d'autogestion...l'expression est devenue si vaste qu'elle en devient confuse... Certains entendent en effet par autogestion la gestion de la société à tous les niveaux par les hommes, le dépérissement de l'État et du salariat, alors que d'autres n'y voient qu'une simple gestion économique...ne touchant ni au Capital, ni à l'État. »

Sans doute, Alain Guillermin se méprenait sur le caractère de classe du parti socialiste. Mais il mettait l'accent sur le phénomène politique spécifique surgi de mai 1968 : l'apparition, en dehors des milieux anarchistes, d'une perspective politique qualifiée d'autogestionnaire. Au moment où il écrit, un appel à été lancé par des militants syndicaux connus pour des Assises du socialisme, qui pourraient aboutir à la constitution d'un mouvement socialiste autogestionnaire unifié.

Revenons brièvement sur ce thème : en dehors de certains groupes anarchistes, le terme d' « autogestion » renvoie à la forme de gestion des entreprises adoptée par la Yougoslavie après sa rupture avec l'Union soviétique en 1948, puis en Algérie, en particulier par une partie du secteur agricole, après son indépendance en 1962. Cette autogestion « réellement existante » dans des pays où l'ensemble des activités sociales sont dominées par l'État n'a pas aidé à la clarification du sujet. La revue *Autogestion* créée en France en 1966 va en explorer les multiples aspects.

C'est la CFDT qui, dès 1968, met en avant l'autogestion comme projet de société. Si la notion est floue, le sens en est facile à comprendre : si la révolution socialiste s'inscrit à nouveau comme une perspective du mouvement social, la CFDT affirme qu'elle s'opposera à l'instauration d'un socialisme étatique ; elle refuse par avance la mainmise de l'État sur l'économie et la subordination des syndicats à celui-ci. Cette prise de position n'est pas le fruit de la théorie : Mai 68 a mis en évidence dans nombre de secteurs de l'économie et de la société une revendication autogestionnaire, affirmée comme telle. Elle va charpenter cette perspective lors de son congrès de 1970. Elle y déclare vouloir construire un socialisme démocratique fondé sur trois « piliers » : l'autogestion, la propriété sociale des moyens de production et d'échange et la planification démocratique. Elle n'évite pas la question de la prise du pouvoir, mais elle refuse à coup sûr le monopole de l'exercice de celui-ci par une organisation révolutionnaire. Désormais, dans le mouvement ouvrier français, s'introduit un nouveau projet socialiste, le socialisme autogestionnaire, en face du vieux socialisme démocratique et du socialisme d'État. Le parti communiste, comme les révolutionnaires se réclamant du léninisme, sont prompts à rejeter ce qui apparaît comme une nouvelle déviation idéaliste ou opportuniste. Le PSU, lui, adoptera le socialisme autogestionnaire, non sans difficulté, en 1971, et à une très faible majorité. Dans les mois qui suivirent Mai 68, ses effectifs avaient augmenté sensiblement, et il était devenu un lieu

23. 1944-2005. Membre du groupe Socialisme ou Barbarie, puis du PSU. A notamment publié : *Le luxembourgeois aujourd'hui*, Spartacus, Paris, 1970 ; *L'autogestion généralisée*, Christian Bourgois, Paris, 1979 ; *Rosa Luxemburg, la Rose rouge*, Picollec, Paris, 2002 ; et avec Yvon Bourdet, *De l'autogestion*, Seghers, Paris, 1975.

24. Comité pour l'autogestion socialiste regroupant, outre le PSU, l'Alliance marxiste révolutionnaire, les Centres d'initiative communiste (formés par d'anciens membres du parti communiste), Objectif socialiste, et des mouvements associatifs comme La vie nouvelle et les Groupes d'action municipale (GAM).

d'affrontement de courants, certains inspirés par le trotskysme, et plusieurs autres par le maoïsme. S'y dégagèrent finalement un courant socialiste autogestionnaire, qu'unissait le rejet des variantes de construction léniniste du parti révolutionnaire que proposaient les autres tendances.

Si le PSU, en 1972, avait reconstruit son projet politique dans la perspective socialiste autogestionnaire, le PS y faisait aussi référence. Plus tard, d'ailleurs, et la Ligue communiste révolutionnaire, et le parti communiste se déclareront également autogestionnaires.

Les Assises du socialisme se concluront par l'adhésion au parti socialiste de près de la moitié des adhérents du PSU. À ceux qui y restent se pose la question de la nature exacte de leur projet politique. Une minorité d'entre eux insistera en vain pour faire reconnaître le socialisme autogestionnaire comme le projet d'une nouvelle classe dominante en formation à l'intérieur même du salariat, classe antagonique d'une classe exploitée bien plus vaste que la classe ouvrière, et à laquelle il fallait entreprendre de donner une expression politique²⁵.

Le PSU ayant par la suite soutenu le gouvernement d'union de la gauche, il sombra dans l'insignifiance et disparut. L'héritage socialiste autogestionnaire n'est plus revendiqué que par les Alternatifs²⁶, un groupe de quelques centaines d'adhérents, sans projet politique clairement défini en dehors de l'antilibéralisme.

*

* *

Porteurs de tradition, ou porteurs d'avenir ?

Ayant travaillé de longues années comme correcteur dans la presse, René Lefeuvre en connaissait bien l'organisation. En France, les NMPP, une coopérative d'éditeurs, se charge de distribuer journaux et revues dans tout le pays. Par son intermédiaire, ses éditions pouvaient être présentes dans les kiosques à journaux, bien plus nombreux et bien plus accessibles à un public populaire que les librairies. Mais pour bénéficier de ce réseau, les *Cahiers Spartacus* ont dû maintenir la fiction qu'ils étaient un périodique²⁷ et remplir deux conditions : un rythme de parution suffisant (au minimum huit numéros par an), et un tirage permettant de servir une proportion importante des kiosques. Pour atteindre le nombre de parutions souhaité, il fallut régulièrement assembler d'anciennes publications pour en constituer de nouvelles ; les tirages élevés s'accompagnaient de retours importants, dont il fallait payer la manutention.

À la suite d'ennuis de santé et de difficultés financières, René créa en 1979 un collectif pour l'assister davantage et assurer la continuité des éditions. Les années 1980 virent l'arrivée de nouveaux auteurs dans le catalogue, et la publication d'ouvrages importants : la réédition des *Conseils ouvriers* d'Anton Pannekoek, dont Béliaste avait publié la traduction réalisée par ICO ; Sous le titre *Trotsky, le Staline manqué*, des textes de Willy Hühn analysant les conceptions politiques de Trotsky ; *À la recherche d'un communisme libertaire*, une sélection de ses textes réalisée avec Daniel Guérin dans la perspective de la réconciliation des « frères jumeaux, frères ennemis » ; *IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis* de Larry Portis, le premier livre en français dédié à l'histoire des « wobblies » ; en tout une vingtaine de titres nouveaux.

25. Voir les textes du courant communiste autogestionnaire, ou courant « C », du PSU dans les annales de ses IX^e, X^e et XI^e congrès (1974, 1977 et 1979) ou, pour une approche synthétique, André Fontaine, *Les socialismes : l'Histoire sans fin*, Spartacus, Paris, 1992, et son *Mai 68 dans l'Histoire* (à paraître).

26. Les Alternatifs publient une revue, *Rouge et vert*.

27. C'est pour cette raison que, jusqu'à ce jour, chaque livre porte un numéro chronologique.

La mort de René en 1988 précéda de peu l'effondrement de l'empire soviétique. Cet effondrement a sans doute rendu moins nécessaire le combat contre les théories et les projets marxistes-léninistes ; Les *Cahiers Spartacus* continuent cependant, fidèles à la ligne tracée par leur catalogue. Mais ce travail éditorial n'est plus alimenté par le récit de tentatives révolutionnaires en Europe, comme ça a pu être le cas dans les années 1970. L'édition de textes sur la révolution sociale et sur les révolutionnaires reste, en France, vivace. Plusieurs dizaines d'éditeurs maintiennent présents les textes des courants révolutionnaires, et en accroissent la liste. Mais pour les *Cahiers Spartacus*, il semble qu'à nouveau le courant socialiste libertaire qui les a fait naître et qui justifie leur existence soit retombé en sommeil. Ce qui amène à formuler plusieurs hypothèses, qui sont autant de thèmes de recherche :

1) À supposer que l'histoire des *Cahiers Spartacus* puisse concorder avec d'autres éléments moins visibles, par exemple les débats à l'intérieur des organisations politiques et syndicales, pourrait-on admettre :

- d'une part, que les doctrines de la révolution sociale ne précèdent pas les crises révolutionnaires, mais qu'elles en sont le produit ?

- que, de ce fait, même si des enseignements peuvent avoir été tirés des épisodes révolutionnaires précédents par ceux qui sont amenés à en vivre de nouveaux, les doctrines elles-mêmes auront probablement perdu une bonne partie de leur validité en raison des transformations de la structure sociale intervenues entre les deux épisodes ?

- qu'après la retombée de la vague révolutionnaire, les couches sociales qui en étaient porteuses ne vont plus nécessairement continuer à entretenir la doctrine qu'elles y ont forgée, soit que ceux qui l'avaient formulée se soient avec succès intégrés dans le nouvel appareil de pouvoir (on pense aux bolcheviks), soit que la doctrine ne soit d'aucune utilité en dehors du moment révolutionnaire (on pense à l' « autogestion généralisée ») ?

2) Les courants politiques du mouvement ouvrier se sont, en général, exprimés dans des écrits, et leurs tribulations sont également sujet d'étude pour l'historien. Peut-on chercher à apprécier l'influence qu'ont pu avoir, que peuvent avoir aujourd'hui, des textes comme ceux qu'a publiés René Lefevre, que publient aujourd'hui les éditeurs de la révolution sociale, sur les lecteurs à qui ils cherchent à s'adresser ?

Août 2009